



**Consultation publique**  
**4ième cycle d'analyse des marchés 4, 5, 6**  
**Marchés pertinents du haut et très haut débit**

<b>REPONSES.....</b>	<b>4</b>
<b>Partie III – Etat des lieux des marchés de gros du haut et du très haut débit .....</b>	<b>4</b>
III.b.1.iii – collecte et cœur de réseau .....	4
<b>Partie IV : Perspectives .....</b>	<b>4</b>
IV.a.4.i .....	4
<b>Remarque en dehors de la consultation .....</b>	<b>7</b>



# Réponses

Préalable : Gironde Numérique a répondu uniquement aux questions auxquelles le syndicat pouvait répondre ou bien était directement concerné.

## Partie III – Etat des lieux des marchés de gros du haut et du très haut débit

### III.b.1.iii – collecte et cœur de réseau

La régulation de l'offre de gros (LFO) doit rester stable en tarif et usage : si l'offre LFON permet une extension du dégroupage et de la collecte, toute baisse des tarifs de la LFON érode de façon continue l'équilibre financier des RIP de collecte déjà mis en place. Or, s'il est vrai que les RIP sont juridiquement dans le champs concurrentiel, il n'en reste pas moins qu'ils sont orientés vers la couverture des zones non rentables. A ce titre, leur équilibre financier est fragile.

Aujourd'hui toute baisse des tarifs LFO ampute les zones rentables des RIP qui permettent de financer le déploiement en zones non rentables. Cela se fait au préjudice du déploiement du FttH car les collectivités territoriales ne peuvent pas être sur tous les fronts au vu des finances publiques disponibles. Afin que les collectivités ayant déjà déployé un RIP de 1ère génération lancent des RIP FttH, il est important que l'offre LFO reste stable dans le temps.

#### La location de Génie Civil ou de LFO devrait s'imputer en investissement

La location de Génie Civil doit pouvoir se faire en investissement (sous forme d'IRU). En effet la location actuelle est imputée annuellement à une collectivité en fonctionnement. Or une collectivité ne peut faire de l'emprunt que sur la section d'investissement. Pour un projet FttH, une réutilisation massive des infrastructures tiers et notamment celles de la boucle locale cuivre devrait donc se faire en investissement et non en fonctionnement.

## Partie IV : Perspectives

### IV.a.4.i

#### p159, Question 8 :

Dans son plan de montée en débit, Gironde Numérique a du faire le type d'arbitrage proposé.

Ainsi, pour les NRA MED où le lien NRA SR soit passe en zone non habitée ou soit que le nombre de lignes desservies est faible ou soit que le GC existant offre peu de capacité, il a été décidé de passer uniquement 6 paires de fibres.

Pour les NRA MED couvrant une population plus importante (> 300 lignes) ou traversant des zones avec un potentiel de raccordement d'entreprises il a été décidé de faire passer un câble de 72 fibres sur les NRA MED susceptibles d'être un jour des PM. La difficulté est que, actuellement, ces fibres surnuméraires n'ont pas bénéficié du principe de gratuité : cela a un coût non négligeable pour la collectivité et a logiquement restreint cette solution.

Pour les NRA MED où Gironde Numérique construit du nouveau GC car il n'y avait que du câble cuivre enterré, un lien de 72 fibre est systématiquement passé. Cela revient financièrement au même de tirer un câble de 12 fibres ou bien 72.

En conclusion, le principe de gratuité de pose de fibres surnuméraires poussera à équiper systématiquement les liens NRA – SR en 72 fibres. Gironde Numérique y est logiquement favorable.

### IV.a.4.ii

### Question 10

Sur les 107 NRA ZO installés en Gironde, 20 sont collectés en fibre optique. Sur ces 20 NRA ZO, 12 sont occupés par plusieurs opérateurs. Sur les 87 NRA ZO collectés en cuivre, 10 sont aujourd'hui saturés.

Aujourd'hui, il est financièrement impossible de fibrer tous ces NRA ZO cuivre qui sont souvent fort éloignés et en zone rurale.

Ainsi, le fait que les NRA ZO Cuivre puissent bénéficier des mêmes conditions que l'offre tarifaire « LGC NRA SR » lors d'une opticalisation permettrait d'engager très rapidement la désaturation et d'amener la concurrence. Par contre, cela ne semble pas possible de transformer contractuellement le NRA ZO en NRA MED pour des raisons de propriété, mais aussi de continuité contractuelle. En effet, dans notre cas, notre opérateur d'opérateur possède aujourd'hui l'exclusivité de l'exploitation.

La proposition de transformer un NRA ZO en NRA MED n'est, en ce sens, pas acceptable. Cela aura pour conséquence de laisser durablement nos territoires concernés dans cette situation.

### IV.b,2

#### Question 17

Une analyse de marché spécifique doit être menée avant toute modification de l'offre LFO.

La modification de l'offre LFO, et notamment son extension géographique et d'objectifs, sera encore une fois faite au détriment des réseaux de collecte de première génération des collectivités territoriales alors même que le gouvernement compte, financièrement, sur les collectivités locales pour le déploiement du FttH dans les zones peu denses. Une ouverture générique de la LFO sans prise en compte de l'économie des RIP existants portera gravement atteinte à leur équilibre financier. La stabilité dans le temps de cette offre est un point important.

Les RIP de 1ère génération subiront trois effets de baisse de chiffres d'affaire avec l'arrivée du FttH :

- la baisse des recettes de dégroupage, l'ADSL étant remplacé par le FttH (baisse inévitable)
- la baisse des recettes FttO (baisse inévitable)
- la baisse des locations de fibre optique concurrencées frontalement par l'arrivée d'une LFO générique (cette baisse est cette fois évitable)

La CDC estime que les 2 premiers effets devraient baisser de 25 % le chiffre d'affaires des RIP de 1ère génération. Ajouter un 3ième effet sera problématique.

La solution est que, dans le cas où la LFO n'est aujourd'hui pas disponible dans une zone, elle ne devrait pas être possible ultérieurement si un RIP de collecte existe déjà. Il s'agit d'éviter une concurrence par les infrastructures dans des zones peu ou pas rentables d'autant plus que cette concurrence est créée à posteriori par la régulation.

En contrepartie, il peut être envisagé que les RIP acceptent d'être régulés au niveau tarifaire afin d'éviter un effet d'exclusivité contre-productif (effet de rente).

Gironde Numérique demande une évaluation chiffrée de l'impact financier de l'extension du périmètre de la LFO sur les RIP existants. Cette évaluation semble ne jamais avoir été faite.

### IV.b.3

#### Question 19

Au vu des montants d'investissements nécessaires, il faut éviter la concurrence par les infrastructures pour la BLOD dans les zones moins denses.

Argument 1 : le premier frein pour l'accès à la BLOD des entreprises est le montant des FAS du dernier kilomètre. Avoir un seul réseau mutualisé de BLOD permettrait de baisser sensiblement les FAS pour les entreprises. Pour atteindre raisonnablement cet objectif, sachant que la majorité des TPE et PME resteront sur des abonnements FttH, il n'est pas nécessaire de pré raccorder chaque entreprise. Au contraire, il serait utile de prévoir, lors de déploiement FttH, la préparation des territoires des Zones Peu Denses à la BLOD jusqu'au PM. Au delà du PM, la BLOD ne serait déployée que pour les entreprises en faisant la demande via le génie civil existant si possible.

Argument 2 : la différence concurrentielle entre les opérateurs d'entreprises se fait aujourd'hui, non pas uniquement sur le coût télécoms mais sur le « bundle » de services associés à l'abonnement télécoms : VoIP, télésauvegarde, Cloud, etc. La concurrence s'exerce de façon efficace sur les services et a permis de faire émerger des opérateurs alternatifs comme Adista ou Heliantis. La concurrence par les infras ne favorise que ceux qui possèdent déjà une BLOD ou une puissance financière leur permettant un déploiement.

#### **IV.c.2.i**

##### **Question 33**

Voir la réponse à la question 19.

Il faut effectivement prévoir un sur-dimensionnement de la collecte NRO – PM pour permettre un déploiement de la BLOD sur la zone arrière du PM. Une façon d'éviter à avoir à déployer un armoire par zone d'activités est de faire des points de concentration mutualisés dédiés aux entreprises regroupant plusieurs zones arrières de PM et plusieurs zones d'activités.

Un point difficile est que le réseau FttH et le réseau FttO doivent être physiquement séparés dans les locaux d'hébergement (NRO, PM) pour permettre l'intervention des sous traitants en minimisant les erreurs de brassage. Les équipements sont, aussi, différents. Un retour technique des opérateurs serait intéressant.

##### **Question 35**

Sur les zones peu denses et d'un point de vue purement financier, il est important qu'un réseau BLOD existant soit impérativement utilisé pour le déploiement de la BLOM.

En contrepartie, les opérateurs et les RIP pourraient devoir accepter une régulation des catalogues de services.

Une telle solution évitera de nombreux blocages politiques dans les collectivités territoriales ayant déjà investi dans la BLOD.

#### **IV.c.3.ii**

##### **Question 36**

Le syndicat juge opportun que le catalogue de service des réseaux BLOM soit régulé au niveau des principaux tarifs. A défaut, un catalogue type fortement recommandé sera déjà très utile. Les bénéfices seront nombreux :

- facilité de négociation entre les collectivités et les opérateurs d'opérateurs
- facilité pour les FAI qui auront les mêmes catalogues de services sur le territoire :
  - un seul modèle économique à faire
  - un seul système d'information à développer (c'est une source de difficulté importante pour faire venir un FAI)
- équité des territoires

Un morcellement des catalogues de services au niveau national sera un frein important au déploiement du FttH.

#### **IV.c.5**

##### **Question 38 :**

D'après les consultations d'opérateurs FAI que nous avons menées, un offre bitstream FttH semble un préalable à la venue de petits FAI en zone peu dense, zones où les FAI les plus importants ne souhaitent pas venir actuellement.

Sur les grands RIP, un catalogue uniquement de FttH passif entraînera probablement une éviction des petits opérateurs.

### **Remarque en dehors de la consultation**

L'Etat demande aux collectivités territoriales de se mobiliser pour un déploiement rapide la fibre optique notamment pour les entreprises. Or les services de l'Etat (gestion autoroutière, etc.) ou bien les opérateurs de l'Etat (RFF, etc.) pratiquent des redevances d'occupation du domaine public ou de location de génie civil prohibitives. Les plafonds des décrets sont systématiquement appliqués. Cela empêche le déploiement de la fibre optique alors que des fourreaux publics vides existent. Or la réglementation permet d'ores et déjà la modulation de ces tarifs dans le cadre d'un service d'intérêt général. A titre d'exemple, les infrastructures concernées en Gironde sont : la LGV Tours Bordeaux, la future LGV sud, l'IGG Langon Toulouse, l'A63.